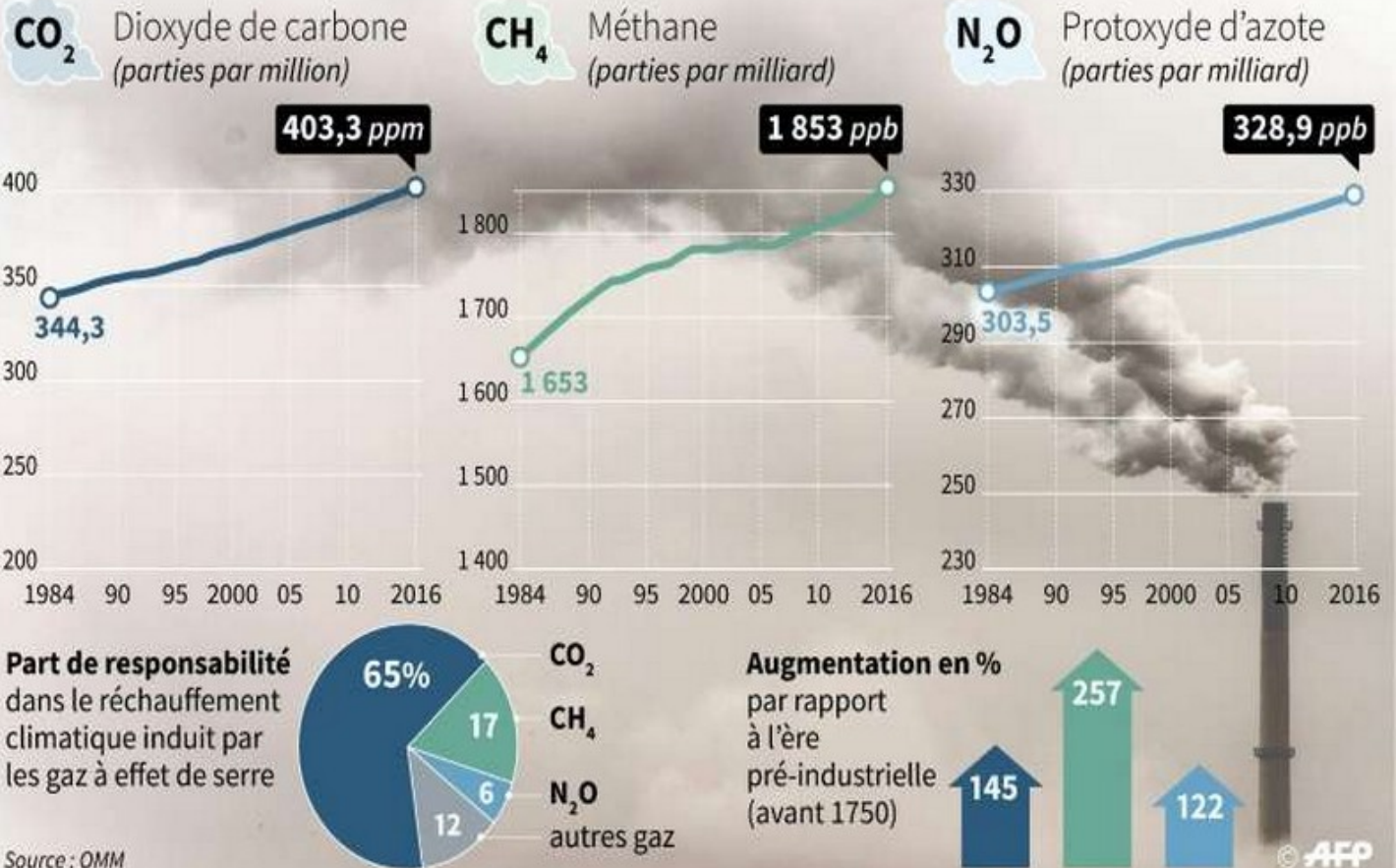


## Records de concentration de gaz à effet de serre en 2016

### Concentrations moyennes dans l'atmosphère



COP 23 : où en est l'accord de Paris ?

COP 23 : où en est l'accord de Paris ? À Bonn, en Allemagne, vient de s'ouvrir la « Conférence des parties » numéro 23, avec les États-Unis en vedette surréaliste, présents mais sortis de l'« accord de Paris », signé lors de la COP 21. Que reste-t-il de cet accord ? Une application incomplète mais des avancées réelles. Petit point de la situation pour ce nouveau round de discussions autour du climat. Adopté fin 2015, entré en vigueur moins d'un an plus tard et à ce jour ratifié par 168 pays, l'accord de Paris impose un cadre à la lutte contre le réchauffement climatique, sans toutefois fixer d'objectif contraignant décliné par pays. Quels objectifs ? La communauté internationale s'est engagée à limiter la hausse de la température « bien en deçà de 2 °C » et à « poursuivre les efforts pour limiter la hausse à 1,5 °C », par rapport au niveau d'avant la révolution industrielle. La mention du 1,5 °C a été un combat des pays les plus exposés, mais beaucoup d'experts doutent de sa faisabilité. Le Giec, le groupe des experts climat de l'ONU, doit produire, à l'automne 2018, un rapport sur cette question. L'objectif de 2 °C, et encore plus de 1,5 °C, est très ambitieux compte tenu des concentrations record de gaz à effet de serre (GES) dans l'air, très persistants, et du niveau des émissions, pas encore stabilisées. Le Giec estime qu'il faudrait réduire ces émissions de 40 à 70 % entre 2010 et 2050 pour rester sous 2 °C. Le texte indique seulement que les pays recherchent « un plafonnement des émissions dans les meilleurs délais », puis « des réductions rapides par la suite ». La recherche, dans la



deuxième partie du siècle, d'un équilibre entre émission et absorption des GES est interprétée par les uns comme la fin des énergies fossiles (charbon, pétrole et gaz), quand d'autres misent sur le captage de CO<sub>2</sub> (technique pas encore disponible) pour continuer à les exploiter. Contrairement au protocole de Kyoto, l'accord ne pose pas d'objectif contraignant décliné par pays : chacun s'est fixé ses objectifs, à ce stade pour 2025 ou 2030. En 2016, les teneurs de l'atmosphère terrestre en gaz à effet de serre étaient (de nouveau) un record. &copy; Iris Royer de Vericourt, Simon Malfatto, AFP Quel calendrier ?

La réalisation de ces plans nationaux éviterait les catastrophiques +4 à 5 °C prévisibles en l'absence de politiques climatiques, mais laisse la planète sur une trajectoire dangereuse de plus de 3 °C. D'où la nécessité de renforcer ces engagements. Sur la base du volontariat, un bilan global est prévu en 2018. L'accord prévoit un mécanisme de révision à la hausse tous les cinq ans des engagements nationaux, avec une première révision obligatoire en 2025, date trop tardive pour respecter les 2 °C. Les ONG et défenseurs du climat font pression pour qu'un maximum de pays relèvent leurs ambitions bien plus tôt : 2020 sera « la dernière occasion » de se placer sur la bonne trajectoire, vient de rappeler le rapport 2017 de l'ONU sur l'action climatique mondiale. Comment vérifier les engagements ? L'accord prévoit que les pays rendent compte de leurs actions et résultats. Une certaine flexibilité est prévue pour les pays plus pauvres. Mais les règles précises de cette transparence doivent encore être décidées. Quelles informations inclure dans les plans nationaux ? La transparence concerne aussi l'aide financière des pays riches aux pays en voie de développement. Quelle aide pour les plus pauvres ? En 2009, les pays riches avaient promis que leur aide atteindrait 100 milliards de dollars par an en 2020, pour permettre aux plus pauvres de financer des infrastructures énergétiques propres et de s'adapter aux impacts du réchauffement. Le texte de Paris acte que cette somme n'est qu'un « plancher », un nouvel objectif devant être fixé « d'ici 2025 ». De nombreux pays en développement réclament une feuille de route précise sur la hausse de cette aide. Selon une estimation publiée en octobre 2016 par l'OCDE et une quarantaine de pays, sur la base des engagements déjà annoncés, l'aide publique atteindrait 67 milliards de dollars annuels en 2020. En ajoutant les effets de levier sur le privé, les financements totaux iraient de 77 à 133 milliards de dollars en 2020. La somme de 100 milliards est à comparer avec les 3.000 à 4.000 milliards de dollars nécessaires, selon le think tank New Climate Economy, pour assurer une transition vers des économies « bas carbone », ce qui ne pourra se faire rapidement qu'avec une réorientation massive de la finance mondiale. Publié le 06/11/2017 Source Web: futura-sciences